



lundi 17 octobre 2016

Les grands titres:

- **HABITAT III** : pour le chef de l'ONU, les villes ont un grand rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté
- Syrie : « Alep ne sera plus là » dans deux mois si l'impasse diplomatique continue, selon l'envoyé de l'ONU
- Centrafrique : la MINUSCA condamne des attaques répétées contre ses Casques bleus
- L'ONU établit un Fonds multipartenaires pour la réponse au choléra en Haïti
- Viet Nam : l'ONU appelle le gouvernement à libérer une blogueuse
- Le Conseil de sécurité condamne un tir raté de missile balistique par la Corée du Nord
- Bataille de Mossoul : le chef de l'humanitaire de l'ONU s'inquiète pour les civils
- Une princesse thaïlandaise nommée Ambassadrice spéciale de la FAO pour l'initiative 'Faim Zéro'
- Journée pour l'élimination de la pauvreté : l'ONU appelle à mettre fin à l'humiliation et à l'exclusion sociale
- L'agriculture a un rôle primordial à jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, selon la FAO

HABITAT III : pour le chef de l'ONU, les villes ont un grand rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté



Une file de motos traverse le pont Long Bien sur la rivière Rouge à Hanoi, au Viet Nam. La moitié de la population mondiale vit en milieu urbain. Photo : ONU / Kibae

17 octobre - A la Conférence 2016 des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) qui se tient à Quito, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a prévenu que la réussite des Objectifs de développement durable (ODD) dépendra en grande partie de la capacité à rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables.

« Le nouveau programme urbain que vous adopterez ici reflète la large participation des gouvernements et tous les acteurs urbains », a déclaré lundi le Secrétaire général lors de la conférence organisée dans la capitale de l'Equateur. « Il établira des normes mondiales pour le développement urbain durable et nous aidera à repenser la façon dont nous construisons, gérons et vivons dans les villes », a-t-il ajouté alors que plus de la moitié de la population mondiale est citadine et que l'expansion urbaine est rapide et souvent imprévue, notamment dans les pays en développement.



Pour M. Ban, la Conférence Habitat III est l'aboutissement d'une intense période au cours de laquelle la communauté internationale a défini une vision universelle pour le développement durable.

« A Sendai et Addis-Abeba, à Paris et Istanbul, et maintenant ici, à Quito, les États membres ont construit un cadre substantiel d'engagements et de programmes d'action. Ensemble, ils soutiennent un objectif commun - la mise en œuvre réussie du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 », a-t-il dit rappelant que ce dernier est un programme global, inclusif, intégré et transformateur.

« Transformer notre monde pour le mieux signifie transformer nos villes et nos agglomérations », a souligné le Secrétaire général. Il a rappelé qu'environ un quart des citoyens vivent dans des bidonvilles ou des quartiers informels et qu'un nombre croissant de personnes pauvres et vulnérables vivent dans des conditions précaires, manquent d'accès aux services de base et à des espaces de vie adéquats, sont isolés des possibilités de travail décent et sont vulnérables à la criminalité, aux expulsions forcées et au vagabondage.

Pour le chef de l'ONU, la pollution et la consommation d'énergie par les villes ont des conséquences dramatiques pour l'environnement. Une meilleure gouvernance, une meilleure planification et une meilleure conception urbaine ainsi que davantage d'investissements dans des logements adéquats et abordables, des infrastructures de qualité et services de base, et l'implication des femmes sont nécessaires pour la construction de villes plus sûres et plus productives pour tous.

« Les villes et les agglomérations ont un rôle immense à jouer dans la lutte contre la pauvreté et la construction de sociétés inclusives qui favorisent la participation de tous », a dit M. Ban. « En repensant nos villes, nous devons être guidés par le principe de prospérité partagée et d'inclusion », a-t-il ajouté soulignant que les villes sont de remarquables moteurs de croissance, des centres de diversité et des pôles de créativité.

« Le nouveau programme urbain est un document axé sur l'action. Son succès dépendra de la collaboration de tous les pays et de toutes les parties prenantes », a averti le Secrétaire général considérant qu'Habitat III jette une base solide pour la construction d'un partenariat mondial pour le développement durable, qui englobe les autorités nationales, régionales et locales agissant de concert avec les partenaires de développement, les entreprises, les investisseurs et les communautés.

Syrie : « Alep ne sera plus là » dans deux mois si l'impasse diplomatique continue, selon l'envoyé de l'ONU



plupart des Syriens restés à Alep son trop pauvres pour partir. Photo Photo: Tom Westcott/IRIN

17 octobre - D'ici le mois de décembre, « si nous ne pouvons pas trouver une solution, Alep ne sera plus là », a prévenu l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, lors d'une rencontre avec la presse suite à sa réunion lundi avec les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg.

Selon M. de Mistura, il y a eu des progrès lors de sa rencontre samedi à Lausanne, en Suisse, avec d'autres diplomates de haut niveau. Cependant, l'Envoyé spécial a souligné la nécessité de s'appuyer sur ces progrès afin d'éviter que la ville d'Alep ravagée par la guerre ne connaisse le sort des villes assiégées de Darayya ou Moadamiyah.

« Alep revêt un symbole spécial », a déclaré M. de Mistura qui espère que les discussions à Londres et celles de lundi à Luxembourg soient une démonstration d'unité. Environ 275.000 personnes sont toujours bloquées dans l'est d'Alep et la partie ouest de la ville a également subi de lourdes pertes.

Concernant les pourparlers qu'il a facilités à Genève, l'Envoyé spécial a exprimé des doutes sur la capacité d'être en mesure d'avoir des « discussions normales régulières », alors que la ville d'Alep est sous les bombardements, avec 100.000 enfants bloqués et aucune aide humanitaire livrée depuis plus d'un mois.

Bien qu'il reste toujours déterminé, M. de Mistura s'est dit « inquiet du fait que l'histoire nous jugera si nous ratons un certain type d'opportunité pour arriver à un changement ».

Alors que la bataille pour Mossoul, en Iraq, a fait l'objet d'une attention médiatique mondiale au cours des dernières 24 heures, l'Envoyé spécial s'est dit préoccupé que la priorité d'Alep soit négligée. « Si le monde regarde Mossoul, Alep ne doit pas être oubliée », a-t-il rappelé.

En cinq ans, l'ONU estime que le conflit en Syrie a poussé plus de 4,8 millions de réfugiés vers les pays voisins et des centaines de milliers vers l'Europe, et déplacé 6,6 millions de personnes à l'intérieur du pays qui comptait avant le conflit plus de 20 millions habitants. Plus de 250.000 personnes auraient trouvé la mort depuis le début du conflit et une grande partie de l'infrastructure du pays est désormais en ruine.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en dépit d'une légère réduction des attaques pendant deux jours la semaine dernière, un regain des hostilités en fin de semaine, dont des frappes aériennes sur l'est d'Alep, a causé de nombreuses victimes et endommagé des biens civils.

Centrafrique : la MINUSCA condamne des attaques répétées contre ses Casques bleus



patrouille de la MINUSCA à Bangui, en République centrafricaine. Photo : MINUSCA

17 octobre - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a fermement condamné lundi des attaques répétées contre ses Casques bleus, au lendemain d'une attaque par un groupe d'individus armés contre un convoi logistique sécurisé par le contingent pakistanais, à quelque 20 kilomètres de Dekoa, dans la préfecture de Nana Gribizi.

« Les Casques bleus ont promptement réagi et mis en déroute les assaillants. Des armes ont aussi été récupérées », a dit la MINUSCA dans un communiqué de presse.

Cette attaque intervient trois jours après celle dirigée contre un convoi sécurisé par le contingent mauritanien, entre Grimari et Sibut, occasionnant cinq blessés dans les rangs des Casques bleus.

Tout en condamnant dans les termes les plus forts « ces actes lâches et irresponsables » qui affectent dangereusement l'action des Casques bleus dans leur mission de paix en République centrafricaine, la MINUSCA a invité leurs auteurs à y mettre fin immédiatement.

Par ailleurs, la Mission s'est insurgée contre toute déclaration tendancieuse accusant à tort des contingents de la MINUSCA et a souligné que de telles allégations, dont certaines ont des connotations confessionnelles, peuvent semer le doute sur l'impartialité de ses troupes et inciter certains groupes armés ou des individus radicalisés à poser des actes répréhensibles contre les soldats de la paix.

La MINUSCA a souligné que « de tels agissements ne resteront pas impunis et que des poursuites seront diligentées pour appréhender exécutants et instigateurs afin qu'ils répondent de leurs actes devant les tribunaux compétents, y compris, le cas échéant, pour crimes de guerre ».

L'ONU établit un Fonds multipartenaires pour la réponse au choléra en Haïti



Livraison de kits pour lutter contre le choléra aux Cayes, Haïti, après que la zone ait été ravagée par le cyclone Matthew. Photo: PAHO/OMS

17 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a établi un Fonds multipartenaires pour la réponse en Haïti afin de financer les priorités de la nouvelle approche des Nations Unies destinée à aider Haïti à surmonter l'épidémie de choléra et construire de solides réseau d'eau, d'assainissement et de santé.

« Ce fonds d'affectation spéciale offre une plate-forme rapide, souple et sérieuse pour soutenir une réponse coordonnée du système des Nations Unies et de ses partenaires », a précisé le Département de l'information de l'ONU dans un communiqué de presse.

Vendredi, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a jugé qu'il était urgent d'agir rapidement en Haïti pour éviter une propagation du choléra après les dégâts causés par le cyclone Matthew et qu'il fallait également mettre en œuvre une nouvelle approche sur le long terme face à cette maladie dans ce pays.

La nouvelle approche en matière de choléra comprend deux pistes de travail. La première consiste à intensifier les efforts pour traiter et éliminer le choléra, ainsi que pour améliorer l'accès à long terme à l'eau potable et à l'assainissement. La deuxième piste de travail vise à élaborer une proposition d'assistance matérielle aux Haïtiens les plus touchés par le choléra après le début de l'épidémie en 2010.

Le financement total jugé nécessaire pour les deux pistes de travail est évalué à plus de 400 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

« Les États membres, les organismes régionaux, les organisations inter-gouvernementales, les entreprises et les particuliers peuvent verser des contributions au [Fonds de lutte contre le choléra en Haïti](#) », a précisé le Département de l'information de l'ONU.

Depuis le début de l'épidémie de choléra en Haïti en 2010, on estime que 780.000 personnes ont été affectées et plus de 9.000 personnes sont mortes.

« Cela a eu un impact tragique sur les familles et les communautés et a souligné la nécessité d'améliorer les infrastructures d'eau, d'assainissement et de santé dans le pays », a déclaré l'ONU.

Le Fonds d'affectation spéciale permettra d'offrir une réponse coordonnée, répondant à la fois aux besoins immédiats et à long terme, avec pour objectif ultime d'éliminer le choléra, de réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des Haïtiens.

Viet Nam : l'ONU appelle le gouvernement à libérer une blogueuse



Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

17 octobre - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est déclaré préoccupé par la répression croissante du gouvernement du Viet Nam contre les défenseurs des droits de l'homme, notamment l'arrestation la semaine dernière d'une blogueuse populaire et critique du gouvernement, Nguyen Ngoc Nhu Quynh, aussi connue en ligne sous le nom de Mother Mushroom.

« L'article 88 rend criminel la possibilité pour tout citoyen vietnamien de profiter de la liberté fondamentale d'exprimer une opinion, de discuter ou de remettre en question le gouvernement et ses politiques », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse publié vendredi. « Cette loi trop étendue et mal définie rend trop facile l'étouffement des points de vue divergents et la détention arbitraire des personnes qui osent critiquer les politiques du gouvernement ».

Mme Quynh a été arrêtée le lundi 10 octobre dans la province de Khanh Hoa en vertu de l'article 88 du Code pénal, qui interdit la « propagande contre la République socialiste du Viet Nam ».

Ce crime est considéré comme une infraction à la sécurité nationale et entraîne une peine allant jusqu'à 20 ans de prison. En vertu du code de procédure pénale vietnamien concernant les enquêtes sur des infractions dites de sécurité nationale, Mme Quynh peut être détenue au secret pendant au moins quatre mois.

M. Zeid a souligné que la détention au secret pour une période prolongée, en particulier sans accès aux membres de la famille et à un avocat, est propice à la torture et peut s'apparenter à de la torture, ce qui est une violation de la Convention contre la torture, qui a été ratifiée par le Viet Nam en février 2015.

« J'exhorte le gouvernement du Viet Nam à respecter ses obligations en vertu du droit des droits de l'homme, d'abandonner ces accusations portées contre Mme Quynh et de la libérer immédiatement », a ajouté M. Zeid.

Le Conseil de sécurité condamne un tir raté de missile balistique par la Corée du Nord



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Mark Garten

17 octobre - Le Conseil de sécurité de l'ONU a fermement condamné lundi le tir raté d'un missile balistique par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) le 14 octobre 2016, estimant que cela constituait une violation grave des obligations internationales de ce pays.

Ce tir raté intervient après plusieurs autres tirs de missiles par la Corée du Nord cette année, ainsi qu'un essai nucléaire le 9 septembre.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil « déplorent toutes les activités de missile balistique de la République populaire démocratique de Corée », notant que ces activités contribuent au développement par ce pays de systèmes de lancement d'armes nucléaires et accroissent les tensions.

Ils ont également regretté que la RPDC « détourne des ressources pour la poursuite de missiles balistiques » alors que les citoyens nord-coréens « ont de grands besoins non satisfaits ».

Les membres du Conseil de sécurité ont répété que la RPDC devrait s'abstenir de nouvelles actions, y compris des essais nucléaires, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et se conformer pleinement à ses obligations en vertu de ces résolutions.

Ils ont redit combien il était important « de maintenir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et dans la région de l'Asie du nord-est » et ont salué les efforts par les membres du Conseil, ainsi que par d'autres Etats, pour faciliter une solution pacifique grâce au dialogue.

Bataille de Mossoul : le chef de l'humanitaire de l'ONU s'inquiète pour les civils



Des femmes et des enfants irakiens déplacés de la région de Mossoul font la queue pour recevoir de la nourriture dans le camp de Debaga dans le gouvernorat d'Erbil. Photo UNICEF/Anmar

17 octobre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a exprimé dimanche soir son extrême préoccupation concernant la sécurité de près de 1,5 million de personnes vivant à Mossoul, en Iraq, qui pourraient être affectées par les opérations militaires visant à reprendre la ville à l'organisation terroriste Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

« Les familles courent un risque extrême d'être prises dans des tirs croisés ou ciblées par des tireurs embusqués », a déclaré le Secrétaire général adjoint dans une déclaration à la presse.

« Des dizaines de milliers de filles, de garçons, de femmes et d'hommes irakiens peuvent se trouver assiégés ou détenus comme boucliers humains. Des milliers peuvent être expulsés ou emprisonnés de force », a-t-il ajouté précisant que les enfants, les femmes et les personnes handicapées et âgées sont particulièrement vulnérables. « Selon l'intensité et l'ampleur des combats, près de 1 million de personnes peuvent être contraintes de fuir leurs foyers dans le pire des scénarios », a-t-il prévenu.

M. O'Brien a renouvelé son appel à toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, protéger les civils et veiller à ce que ces derniers aient accès à l'aide à laquelle ils ont droit et qu'ils méritent. « Rien n'est plus important », a-t-il dit.

« Les partenaires humanitaires vont faire tout leur possible pour soutenir les personnes qui peuvent être déplacées et affectées par cette opération militaire », a souligné le Coordonnateur des secours d'urgence indiquant que des logements sont actuellement disponibles pour 60.000 personnes dans des camps et des sites d'urgence et que la construction de sites supplémentaires pouvant accueillir 250.000 personnes est en cours. M. O'Brien a également annoncé que des rations alimentaires pour 220.000 familles, des articles ménagers d'urgence, des douches et des latrines ainsi que 240 tonnes de médicaments sont disponibles.

« Malgré les généreuses contributions des pays donateurs, le financement a été insuffisant pour se préparer pleinement au pire des scénarios », a toutefois alerté le chef de l'humanitaire de l'ONU précisant que les partenaires humanitaires ont fait de leur mieux pour se préparer le plus efficacement possible avec les ressources disponibles. « Travaillant dans des conditions parmi les plus difficiles et précaires au monde, les partenaires humanitaires feront tout leur possible pour aider autant de personnes que possible dans les jours et les semaines à venir », a-t-il conclu.

Une princesse thaïlandaise nommée Ambassadrice spéciale de la FAO pour l'initiative 'Faim Zéro'



famille en Asie du sud-est. Photo OCHA

17 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé lundi que la Princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande a accepté de représenter l'agence en tant qu'Ambassadrice spéciale de la FAO pour l'initiative 'Faim Zéro'.

« L'acceptation par Son Altesse Royale de représenter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en tant qu'Ambassadrice spéciale de la FAO pour 'Faim Zéro', contribuera grandement à l'amélioration de la sensibilisation des responsables politiques et de la population sur ce que nous devons faire, collectivement, pour parvenir à un monde libéré de la faim », a déclaré la Sous-directrice générale de la FAO et représentante régionale pour l'Asie et le Pacifique, Kundhavi Kadiresan, dans un communiqué de presse. « Avec la volonté et l'engagement politique nous pouvons être la génération de la 'Faim zéro' ».

L'annonce a été faite lors d'une cérémonie pour marquer la 36e Journée mondiale de l'alimentation au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique dans la capitale thaïlandaise, Bangkok.

La Princesse Maha Chakri Sirindhorn défend depuis longtemps des projets pour mettre fin à la faim et améliorer la nutrition en Thaïlande et dans d'autres pays de la région Asie-Pacifique, dont le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Laos et le Timor Leste.

Elle a consacré de nombreuses années à la lutte contre la faim et a soutenu l'amélioration de la nutrition. C'est pour cette raison que le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, lui a proposé le rôle d'Ambassadrice spéciale de la FAO.

Selon la FAO, la région Asie-Pacifique a fait de grands progrès au cours du dernier quart de siècle pour réduire la faim. Près de 24% de la population avait faim en 1990. À la fin de 2015, ce pourcentage a été réduit de moitié, mais certaines parties de la région, en particulier les pays d'Asie du Sud, sont à la traîne.

La réalisation d'un monde, d'ici à 2030, où la faim est éliminée est l'un des Objectifs de développement durable qui ont été adoptés l'an dernier par la communauté internationale.

Journée pour l'élimination de la pauvreté : l'ONU appelle à mettre fin à l'humiliation et à l'exclusion sociale



République démocratique du Congo: des élèves de l'école primaire Bwerangula à Kitchanga, Nord Kivu (est du pays), reçoivent leurs déjeuners. Photo ONU/Eskinder Debebe

17 octobre - A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté qui est célébrée chaque année le 17 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi à respecter et défendre les droits fondamentaux de tous et à mettre fin à l'humiliation et à l'exclusion sociale que subissent chaque jour ceux qui vivent dans la pauvreté, en les associant à l'action mondiale visant à éliminer la pauvreté extrême une fois pour toutes.

« Nous approchons de la fin de la première année de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui, avec ses 17 objectifs de développement durable, constitue la vision universelle qui nous guide dans l'action que nous menons afin que tous puissent vivre dans la paix, la prospérité et la dignité sur une planète saine. La réalisation de cet idéal passe par celle de l'objectif 1, éliminer la pauvreté sous toutes ses formes », a dit M. Ban dans un message.

Aujourd'hui, 1 milliard de personnes environ vivent dans la pauvreté extrême et plus de 800 millions souffrent de la faim et de la malnutrition.

Le thème de cette journée internationale est : « Passer de l'humiliation et de l'exclusion à la participation : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes ».

Le chef de l'ONU a rappelé que la pauvreté ne se mesure pas simplement à l'indigence d'un revenu mais se manifeste par un accès insuffisant à la santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels et, trop souvent, par le déni ou la violation d'autres droits fondamentaux.

« La pauvreté est à la fois cause et conséquence de marginalisation et d'exclusion sociale. Pour tenir la promesse du Programme 2030 – ne laisser personne de côté –, nous devons mettre fin à l'humiliation et à l'exclusion de ceux qui vivent dans la pauvreté », a-t-il ajouté.

Selon lui, l'humiliation et l'exclusion sont d'importantes causes d'instabilité sociale et, dans le pire des cas, de l'extrémisme violent qui agite tant de parties du monde.

« Tous les gouvernements et toutes les sociétés ont le devoir de résoudre les inégalités socioéconomiques systémiques et d'aider tous ceux qui vivent dans la pauvreté extrême à se prendre en charge, ainsi que leur famille et leur communauté, et à construire un avenir plus équitable, plus durable et plus prospère pour tous », a déclaré le Secrétaire général.

« Nous devons abattre les murs de la pauvreté et de l'exclusion qui accablent tant de personnes dans toutes les régions du monde. Nous devons bâtir des sociétés sans exclusive, favorisant la participation de tous. Nous devons faire entendre les voix de tous ceux qui vivent dans la pauvreté », a-t-il ajouté.

L'agriculture a un rôle primordial à jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, selon la FAO



Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, présente l'édition 2016 du rapport sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture au siège de la FAO, à Rome.
Photo: FAO/Giuseppe Carotenuto

17 octobre - L'agriculture, qui génère environ un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre, doit davantage contribuer à lutter contre le changement climatique tout en se préparant à combattre ses effets, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Dans l'édition 2016 du rapport sur '[La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture](#)', la FAO prévient que la « stratégie du statu quo » risquerait d'exposer des millions de personnes aux souffrances liées à la faim, surtout si rien n'est fait à l'avenir pour lutter contre le changement climatique.

Les populations vivant dans les régions pauvres d'Afrique subsaharienne et d'Asie du sud et du sud-est seraient les plus affectées, en particulier celles dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture. L'avenir de la sécurité alimentaire dans plusieurs pays serait fortement compromis si aucune mesure n'est prise aujourd'hui.

« Les avantages liés à l'adaptation sont plus importants que les coûts qui découleront de l'inaction », a souligné le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Le rapport souligne que l'aide urgente apportée aux petits exploitants agricoles afin qu'ils s'adaptent au changement climatique conditionnera la réussite ou non de la transformation des systèmes alimentaires et agricoles. Les pays en développement abritent près d'un demi-milliard de petites familles agricoles qui produisent de la nourriture et d'autres produits agricoles dans des conditions socio-économiques et agro-écologiques très variées.

Selon la FAO, adopter des pratiques « intelligentes face au climat », telles que l'utilisation de variétés de cultures favorisant l'azote et résistantes à la chaleur, la culture sans labour et une gestion intégrée de la fertilité des sols, augmenterait la

productivité et les revenus des agriculteurs. Une généralisation des pratiques favorisant l'azote réduirait, à elle seule, le nombre de personnes menacées de sous-alimentation de plus de 100 millions.

Le rapport identifie également les différentes voies susceptibles de contribuer à la réduction de l'intensité des émissions produites par l'agriculture. Des alternatives liées à la protection des eaux telles que les rizières inondées peuvent par exemple réduire les émissions de méthane de 45%, tandis que les émissions produites par le secteur de l'élevage peuvent être réduites de 41%, grâce à l'adoption de pratiques plus efficaces.

La feuille de route de la FAO identifie également des politiques et des opportunités de financement pour l'intensification durable de l'agriculture.

Les effets négatifs du changement climatique dans le monde se sont déjà fait ressentir sur certains rendements céréaliers. Le changement climatique devrait vraisemblablement entraîner une perte de valeur nutritive de certains composants alimentaires, tels que le zinc, le fer et le taux de protéines dans les céréales de base. Cela devrait également avoir pour effet de déclencher de nouveaux problèmes de santé, dont des diarrhées chez l'homme et des maladies animales transfrontalières.

Selon des preuves scientifiques, après 2030, les effets négatifs sur la production agricole se feront de plus en plus ressentir partout dans le monde. Jusqu'à présent, les effets négatifs des températures plus élevées affectent plus particulièrement les pays en développement, compromettant notamment leurs chances de parvenir à une autosuffisance alimentaire.

Selon la FAO, il est indispensable d'aider les petits exploitants agricoles à s'adapter aux risques liés au changement climatique pour réduire la pauvreté et garantir une sécurité alimentaire mondiale.

Le financement public international destiné à promouvoir l'adaptation au changement climatique et son atténuation est en hausse et, bien que relativement faible, peut servir de catalyseur pour attirer davantage d'investissements publics et privés.